



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°194 11 MARS 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ INDUSTRIES
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LA BANQUE
MONDIALE DEVOILE
SA STRATEGIE
« FRAGILITES,
CONFLIT ET
VIOLENCE 2020-
2025 »

MALI : LANCEMENT
DU CALENDRIER
2020 D'EMISSION
DE TITRES PUBLICS

CAP-VERT :
STANDARD &
POOR'S MAINTIENT
LA NOTE B DU CAP-
VERT AVEC UNE
PERSPECTIVE STABLE

SAO TOME &
PRINCIPE :
REPORT DE LA MISE
EN PLACE DE LA
TVA

RDC : PUBLICATION
D'UN PLAN DE
TRESORERIE PAR LE
MINISTRE DES
FINANCES

KENYA :
RESTITUTION DE LA
MISSION FMI

GUINEE : REPORT
DU DOUBLE
SCRUTIN LEGISLATIF
ET REFERENDAIRE

NIGERIA : L'AGENCE
DE NOTATION S&P
A REVISE SA
PERSPECTIVE POUR
LE NIGERIA DE
STABLE A NEGATIVE

NIGERIA : L'ETAT
DEBLOQUE 80 M
USD POUR DEUX
CHANTIERS DE
ROUTES VERS LE
NIGER



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ La Banque mondiale dévoile sa stratégie « Fragilités, conflit et violence 2020-2025 »

7 pays d'Afrique de l'Ouest figurent dans la liste 2020 des pays caractérisés par la fragilité, les conflits et la violence : le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigéria, classés dans la catégorie « conflit à intensité moyenne » (lié à l'insécurité dans la région du Sahel et du lac Tchad) ; la Gambie, la Guinée-Bissau et le Libéria, classés dans la catégorie « forte fragilité institutionnelle et sociale ». La Côte d'Ivoire et le Togo sortent du classement, tandis que le Burkina Faso, le Niger et le Nigéria y font leur entrée. Dotée de cette nouvelle stratégie, la BM entend s'attaquer à la prévention des conflits plutôt que de se concentrer uniquement sur le relèvement de situations de crise.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Epidémie COVID-19 : la Banque mondiale et le FMI en soutien aux pays à faible revenu

La BM et le FMI ont annoncé la création d'enveloppes de 12 Mds USD et de 50 Mds USD respectivement, destinées aux pays en développement pour les aider à renforcer leurs systèmes sanitaires face à l'épidémie COVID-19. A noter que leurs réunions de printemps 2020 seront organisées en format virtuel pour éviter la propagation du virus. Une forte révision à la baisse de leurs prévisions sur la croissance mondiale a été annoncée. A ce jour, seuls 6 cas ont été confirmés en Afrique de l'Ouest : 4 au Sénégal, 1 au Nigéria et 1 au Togo.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Africa CEO Forum, initialement prévu les 9 et 10 mars, reporté à une date ultérieure

La 8ème édition de l'Africa CEO Forum, initialement prévue les 9 et 10 mars 2020 et qui devait accueillir 5 Chefs d'Etat africains (dont les Présidents ivoirien, sénégalais et nigérien), a finalement été suspendue en raison de l'épidémie du virus COVID-19. Aucune date de report n'a pour l'instant été annoncée. Pour rappel, l'Africa CEO Forum est un événement dédié au secteur privé africain, initié en 2012 et organisé par le groupe média Jeune Afrique. Il avait accueilli 1800 visiteurs originaires de 70 pays lors de sa précédente édition en 2019.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Réception des premiers matériaux destinés à la construction du pipeline Niger-Bénin

Le ministre béninois de l'Eau et des Mines et celui des Infrastructures et des Transports se sont rendus, le 27 février 2020, au Port Autonome de Cotonou pour constater l'arrivée des premiers conteneurs de matériels destinés à l'exécution des travaux du projet de pipeline Export Niger-Benin. Au total, 500 000 tonnes de matériels, permettant de construire un pipeline long d'environ 2 000 km, seront réceptionnées au Port Autonome de Cotonou. Le lancement des travaux, initialement prévu en janvier, est retardé en raison de l'épidémie de Coronavirus. A partir de 2022, le pipeline permettra au Niger d'augmenter sa production de pétrole à 100 000 barils par jour, contre 20 000 aujourd'hui.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Signature d'un accord de protection de la biodiversité entre le Rwanda et la République Démocratique Congo (RDC)

Le Rwanda et la RDC ont signé le 5 mars un accord visant à surveiller l'exploitation du méthane et la protection de la biodiversité du lac Kivu. Les deux ministres signataires se sont engagés à fournir des règles pour la recherche, l'exploration et la surveillance de l'exploitation sûre des ressources gazières du lac Kivu. L'accord reconnaît ainsi l'impact positif de l'exploitation du méthane pour la production d'électricité, en réduisant le risque d'explosion de gaz, protégeant ainsi la biodiversité. On estime que le méthane du lac Kivu a la capacité de produire 700 MW d'électricité sur une période de 55 ans. La part du Rwanda dans le potentiel de production total est d'environ 350 MW.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ CEMAC : la BEAC annonce un second cycle de programmes avec le FMI

Le gouverneur de la BEAC a conduit en janvier dernier une mission à Washington dans le cadre d'une visite de travail avec le FMI et la Banque mondiale. La conception d'un deuxième cycle de programmes approuvée par les chefs d'Etats de la CEMAC à l'occasion du sommet du 22 novembre dernier, constituait l'objet principal de cette mission. Les programmes de seconde génération axés prioritairement sur les mesures et politiques visant une relance économique inclusive et génératrice d'emplois seront officiellement lancés au cours d'une conférence internationale qui se tiendra d'ici la fin du premier semestre 2020.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ CEMAC : Le groupe Société générale crée la SG Capital CEMAC pour se déployer sur la bourse unifiée de la sous-région

SG Capital CEMAC, filiale du groupe Société générale entre officiellement comme intermédiaire sur le marché financier en zone CEMAC. Il s'agit d'une société de bourse agréée par la commission de surveillance du marché financier de l'Afrique Centrale (Cosumaf). Elle a pour mission d'apporter des solutions aux besoins de financement et d'investissement des Etats, des entreprises publiques et privées et des particuliers.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : Clarification du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement sur la dette fournisseur

Le ministre a participé, à l'invitation du Club des hommes d'affaires franco-burkinabé, à un diner-débat sur le thème « La Loi des Finances 2020 et la problématique de la dette Intérieure » le 27 février 2020, à Ouagadougou. Selon ses déclarations, sur un montant estimé à 60 Mds FCFA, seuls 12 Mds FCFA de la dette fournisseur serait « régulière » c'est-à-dire répondraient aux exigences de la comptabilité publique et donc pourrait être payée. Un schéma d'apurement de la dette fournisseur « irrégulière » sera mis en place en 2020 sur la base d'une recherche de justificatifs. Cependant, environ 30 Mds FCFA de cette dette pourraient ne pas être justifiés.

✉ Beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Mise en œuvre contestée de l'impôt sur les traitements et salaires (IUTS) des fonctionnaires

La mise en œuvre effective à partir du 1^{er} février 2020, des dispositions de la loi de finances 2020, qui prévoient l'application de l'IUTS sur les indemnités de logement, de transport et de fonction perçues par les fonctionnaires, rencontre une contestation très vive de ces derniers. Les trois syndicats des magistrats (SAMAB, SNM, SMB) ont organisé des actions de protestation dès le 21 février. La Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B), qui regroupe 12 syndicats nationaux et 70 syndicats d'entreprises, a organisé une marche le 7 mars et une grève générale du 16 au 20 mars 2020.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Standard & Poor's maintient la note B du Cap-Vert avec une perspective stable

L'agence de notation financière Standard & Poor's (S&P) a maintenu la note du Cap-Vert à « B », avec une perspective stable, tout en anticipant une croissance économique solide. La note pourrait s'améliorer si les autorités parviennent à maintenir la discipline budgétaire et à ramener de manière crédible le stock de la dette sur une trajectoire clairement descendante à moyen terme et à amortir les effets négatifs des finances des entreprises publiques. S&P prévoit une croissance de 4,8% en 2020, 5,1% en 2021 et 5% les deux années suivantes et une dette publique à 113,6% du PIB en 2020, 109,4% en 2021 puis 105,2% en 2022 et 100,9% en 2023.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Le Président Alassane Ouattara ne sera pas candidat à sa réélection en octobre prochain

Le Président ivoirien, au pouvoir depuis 2 mandats, a annoncé le 5 mars qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, prévue le 31 octobre prochain. Par ailleurs, le processus de révision de la Constitution a été enclenché, avec l'organisation d'un Conseil des ministres extraordinaire le 6 mars, avec pour ordre du jour unique le projet de loi de révision. Celle-ci prévoit notamment la disparition du « ticket présidentiel » et son remplacement par une nomination du Vice-Président après élection avec l'accord du Parlement. Le texte doit être adopté aux 2/3 par les deux Chambres. Le gouvernement prévoit la promulgation du texte et sa publication au Journal officiel le 18 mars.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Evaluation de l'état de préparation du pays au commerce électronique

La Côte d'Ivoire a établi un partenariat avec la CNUCED et l'Allemagne pour évaluer son état de préparation au commerce électronique. Financée par le gouvernement allemand, l'évaluation vise à identifier les opportunités, les défis et les actions nécessaires pour améliorer l'écosystème du commerce électronique dans le pays. Cet exercice se fera en collaboration avec le ministère ivoirien du commerce et de l'industrie et celui des postes et de l'économie numérique, qui ont déjà identifié certains goulets d'étranglement liés à la logistique commerciale, à la protection des données et au développement des compétences en TIC.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Accord de coopération conclu entre les Caisses de dépôts françaises et ivoiriennes

Le Directeur général du groupe français Caisse des Dépôts a réalisé une visite de travail de 3 jours à Abidjan à l'invitation de son homologue ivoirien. Cette visite a été marquée par la signature d'un contrat de coopération entre les deux entités afin que la CDC française appuie techniquement le développement de la CDC-CI.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Nomination d'un nouvel Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France

Le Conseil des ministres du 4 mars 2020 a donné son accord en vue de la nomination de Maurice Kouakou Bandama en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Côte d'Ivoire près la République française, avec résidence à Paris. Maurice Bandama était ministre de la Culture et de la Francophonie depuis près de 9 ans dans les différents gouvernements du Président Alassane Ouattara.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Report du double scrutin législatif et référendaire

Initialement prévu le 1^{er} mars 2020, le Président de la Guinée a annoncé le report du double scrutin des élections législatives et du référendum 2 jours avant leur tenue. Dans un communiqué conjoint, l'UA et la CEDEAO ont salué cette décision et ont invité tous les acteurs politiques et sociaux au dialogue de manière à établir un fichier électoral fiable et créer les conditions d'un scrutin crédible, libre et transparent. Il s'agit du 4^{ème} report des élections législatives, qui devaient initialement se tenir il y a plus d'un an. La nouvelle date du double scrutin n'a pas encore été communiquée officiellement.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : La Banque centrale interdit la vente de devises étrangères sans licence

Le gouverneur de la Banque centrale de Sierra Leone a annoncé cette semaine l'interdiction de la vente de devises étrangères par des vendeurs de rue (connus localement sous le nom de « Dollar Boys ») et d'autres opérateurs sans licence, qui représenteraient plus de 80% des ventes de devises à des acheteurs non commerciaux.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Levée de l'interdiction des importations de marchandises par voie terrestre

Le gouvernement guinéen a levé, le 3 mars, l'interdiction des importations de marchandises par voie terrestre. Celle-ci avait été décrétée il y a un mois pour des raisons sécuritaires à l'approche du double scrutin législatif et référendaire prévu le 1er mars 2020.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : La situation politique toujours fragile avec la coexistence de deux gouvernements

Bien le pays ne compte plus deux présidents investis (M. Cipriano Cassama, Président de l'Assemblée nationale, a démissionné après avoir été investi Président par intérim le 28 février soir devant la majorité des députés), il compte désormais deux gouvernements : l'ancien dirigé par Domingos Simões Pereira et le nouvellement constitué, qui est dirigé par Nuno Gomès Nabiam, nommé par Umaro Sissoco Embaló. Par ailleurs, le contentieux électoral étant toujours pendant devant la Cour Suprême, la CEDEAO a souligné dans un communiqué qu'elle ne peut pas reconnaître des organes créés et installés en dehors des cadres institutionnels et légaux.

✉ claude.koua@diplomatie.gouv.fr

▼ Mali : lancement du calendrier 2020 d'émission de titres publics

La cérémonie de lancement du calendrier d'émission des titres publics 2020 du Mali s'est tenue le jeudi 27 février 2020 à Bamako. Le montant total des émissions prévues en 2020 s'élève à 667 Mds FCFA (1,02 Md EUR), dont 122 Mds FCFA (186 M EUR) à travers 6 émissions de bons du Trésor et 545 Mds FCFA (830,8 M EUR) à travers 16 émissions d'obligations du Trésor. Pour mémoire, le Trésor malien intervient depuis 2003 sur le marché financier régional. Il a mobilisé 543,9 Mds FCFA (829,1 M EUR) en 2019 à travers 20 émissions de Titres Publics (bons et obligations).

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Coupure d'internet suite à la rupture du câble Africa Coast to Europe

Depuis le 27 février, la Mauritanie est privée d'internet à haut débit. Selon l'autorité de régulation des télécommunications, l'interruption serait due à une ancre de bateau qui aurait sectionné un câble sous-marin de fibre optique. La panne a été localisée à 25 km des côtes mauritaniennes. Les opérateurs dépendent essentiellement de ce réseau pour l'accès à internet. Les activités économiques sont paralysées dans le pays. Le consortium associant 22 membres, Etats, opérateurs nationaux et internationaux, a mobilisé un bateau qui a quitté les eaux britanniques le 3 mars afin de se rendre en Mauritanie. Les autorités envisagent le rétablissement des services Internet dans le milieu du mois de mars.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : La commission d'enquête parlementaire interroge sept anciens ministres sur le dossier « Arise »

Les députés mauritaniens ont mis en place le 31 janvier 2020 une commission d'enquête pour « faire la lumière » sur les 11 années au pouvoir de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz. Dans ce cadre, la commission a décidé d'auditionner 7 ministres de l'ancien président sur l'octroi du marché PPP pour la modernisation et l'exploitation du port de Nouakchott par la société Arise. L'accord conclu avec Arise en 2018 comprend la création d'un quai et d'un terminal à conteneur et hydrocarbures pour un investissement global de 390 M USD. Le directeur de la société Arise a également été entendu par la commission d'enquête qui devrait rendre ses conclusions au plus tard en juillet 2020.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : La Cour constitutionnelle confirme la réélection du Président Faure Gnassingbé

Le président en exercice Faure Gnassingbé a obtenu 70,78% des suffrages exprimés, contre 19,46% pour l'opposant et ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo, selon les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 février proclamés par la Cour constitutionnelle. En conséquence, la Cour a déclaré Faure Gnassingbé élu président de la République du Togo.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'agence de notation S&P a révisé sa perspective pour le Nigéria de stable à négative**

Prenant acte du faible dynamisme de l'économie du pays, de la diminution rapide des réserves de change et de l'augmentation de la dette domestique et externe, l'agence de notation Standards and Poors a dégradé la perspective du Nigéria de stable à négative en maintenant sa notation à B. Les réserves de changes sont en effet passées de 45 Mds USD en juin 2019 à 36,3 Mds USD fin février. La baisse des cours du pétrole, accentuée dernièrement par l'épidémie de Covid-19, impacte sensiblement les entrées de devises du Nigéria, dont les exportations sont constituées à 94% d'hydrocarbures. Les agences de notations de notation Fitch, Moody's et S&P, affichent désormais des perspectives négatives.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Clarification du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement sur la dette fournisseur**

Le ministre a participé, à l'invitation du Club des hommes d'affaires franco-burkinabé, à un diner-débat sur le thème « La Loi des Finances 2020 et la problématique de la dette Intérieure » le 27 février 2020, à Ouagadougou. Selon ses déclarations, sur un montant estimé à 60 Mds FCFA, seuls 12 Mds FCFA de la dette fournisseur serait « régulière » c'est-à-dire répondraient aux exigences de la comptabilité publique et donc pourrait être payée. Un schéma d'apurement de la dette fournisseur « irrégulière » sera mis en place en 2020 sur la base d'une recherche de justificatifs. Cependant, environ 30 Mds FCFA de cette dette pourraient ne pas être justifiés.

✉ Beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Mise en œuvre contestée de l'impôt sur les traitements et salaires (IUTS) des fonctionnaires**

La mise en œuvre effective à partir du 1^{er} février 2020, des dispositions de la loi de finances 2020, qui prévoient l'application de l'IUTS sur les indemnités de logement, de transport et de fonction perçues par les fonctionnaires, rencontre une contestation très vive de ces derniers. Les trois syndicats des magistrats (SAMAB, SNM, SMB) ont organisé des actions de protestation dès le 21 février. La Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B), qui regroupe 12 syndicats nationaux et 70 syndicats d'entreprises, a organisé une marche le 7 mars et une grève générale du 16 au 20 mars 2020.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Standard & Poor's maintient la note B du Cap-Vert avec une perspective stable**

L'agence de notation financière Standard & Poor's (S&P) a maintenu la note du Cap-Vert à « B », avec une perspective stable, tout en anticipant une croissance économique solide. La note pourrait s'améliorer si les autorités parviennent à maintenir la discipline budgétaire et à ramener de manière crédible le stock de la dette sur une trajectoire clairement descendante à moyen terme et à amortir les effets négatifs des finances des entreprises publiques. S&P prévoit une croissance de 4,8% en 2020, 5,1% en 2021 et 5% les deux années suivantes et une dette publique à 113,6% du PIB en 2020, 109,4% en 2021 puis 105,2% en 2022 et 100,9% en 2023.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Le Président Alassane Ouattara ne sera pas candidat à sa réélection en octobre prochain**

Le Président ivoirien, au pouvoir depuis 2 mandats, a annoncé le 5 mars qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, prévue le 31 octobre prochain. Par ailleurs, le processus de révision de la Constitution a été enclenché, avec l'organisation d'un Conseil des ministres extraordinaire le 6 mars, avec pour ordre du jour unique le projet de loi de révision. Celle-ci prévoit notamment la disparition du « ticket présidentiel » et son remplacement par une nomination du Vice-Président après élection avec l'accord du Parlement. Le texte doit être adopté aux 2/3 par les deux Chambres. Le gouvernement prévoit la promulgation du texte et sa publication au Journal officiel le 18 mars.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Evaluation de l'état de préparation du pays au commerce électronique**

La Côte d'Ivoire a établi un partenariat avec la CNUCED et l'Allemagne pour évaluer son état de préparation au commerce électronique. Financée par le gouvernement allemand, l'évaluation vise à identifier les opportunités, les défis et les actions nécessaires pour améliorer l'écosystème du commerce électronique dans le pays. Cet exercice se fera en collaboration avec le ministère ivoirien du commerce et de l'industrie et celui des postes et de l'économie numérique, qui ont déjà identifié certains goulets d'étranglement liés à la logistique commerciale, à la protection des données et au développement des compétences en TIC.

✉ claud.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Accord de coopération conclu entre les Caisses de dépôts françaises et ivoiriennes**

Le Directeur général du groupe français Caisse des Dépôts a réalisé une visite de travail de 3 jours à Abidjan à l'invitation de son homologue ivoirien. Cette visite a été marquée par la signature d'un contrat de coopération entre les deux entités afin que la CDC française appuie techniquement le développement de la CDC-CI.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Nomination d'un nouvel Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France**

Le Conseil des ministres du 4 mars 2020 a donné son accord en vue de la nomination de Maurice Kouakou Bandama en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Côte d'Ivoire près la République française, avec résidence à Paris. Maurice Bandama était ministre de la Culture et de la Francophonie depuis près de 9 ans dans les différents gouvernements du Président Alassane Ouattara.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Report du double scrutin législatif et référendaire**

Initialement prévu le 1^{er} mars 2020, le Président de la Guinée a annoncé le report du double scrutin des élections législatives et du référendum 2 jours avant leur tenue. Dans un communiqué conjoint, l'UA et la CEDEAO ont salué cette décision et ont invité tous les acteurs politiques et sociaux au dialogue de manière à établir un fichier électoral fiable et créer les conditions d'un scrutin crédible, libre et transparent. Il s'agit du 4^{ème} report des élections législatives, qui devaient initialement se tenir il y a plus d'un an. La nouvelle date du double scrutin n'a pas encore été communiquée officiellement.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : La Banque centrale interdit la vente de devises étrangères sans licence**

Le gouverneur de la Banque centrale de Sierra Leone a annoncé cette semaine l'interdiction de la vente de devises étrangères par des vendeurs de rue (connus localement sous le nom de « Dollar Boys ») et d'autres opérateurs sans licence, qui représenteraient plus de 80% des ventes de devises à des acheteurs non commerciaux.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Levée de l'interdiction des importations de marchandises par voie terrestre**

Le gouvernement guinéen a levé, le 3 mars, l'interdiction des importations de marchandises par voie terrestre. Celle-ci avait été décrétée il y a un mois pour des raisons sécuritaires à l'approche du double scrutin législatif et référendaire prévu le 1er mars 2020.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : La situation politique toujours fragile avec la coexistence de deux gouvernements**

Bien le pays ne compte plus deux présidents investis (M. Cipriano Cassama, Président de l'Assemblée nationale, a démissionné après avoir été investi Président par intérim le 28 février soir devant la majorité des députés), il compte désormais deux gouvernements : l'ancien dirigé par Domingos Simões Pereira et le nouvellement constitué, qui est dirigé par Nuno Gomès Nabiam, nommé par Umaro Sissoco Embaló. Par ailleurs, le contentieux électoral étant toujours pendant devant la Cour Suprême, la CEDEAO a souligné dans un communiqué qu'elle ne peut pas reconnaître des organes créés et installés en dehors des cadres institutionnels et légaux.

✉ claude.koua@diplomatie.gouv.fr

▼ **Mali : lancement du calendrier 2020 d'émission de titres publics**

La cérémonie de lancement du calendrier d'émission des titres publics 2020 du Mali s'est tenue le jeudi 27 février 2020 à Bamako. Le montant total des émissions prévues en 2020 s'élève à 667 Mds FCFA (1,02 Md EUR), dont 122 Mds FCFA (186 M EUR) à travers 6 émissions de bons du Trésor et 545 Mds FCFA (830,8 M EUR) à travers 16 émissions d'obligations du Trésor. Pour mémoire, le Trésor malien intervient depuis 2003 sur le marché financier régional. Il a mobilisé 543,9 Mds FCFA (829,1 M EUR) en 2019 à travers 20 émissions de Titres Publics (bons et obligations).

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Coupure d'internet suite à la rupture du câble Africa Coast to Europe**

Depuis le 27 février, la Mauritanie est privée d'internet à haut débit. Selon l'autorité de régulation des télécommunications, l'interruption serait due à une ancre de bateau qui aurait sectionné un câble sous-marin de fibre optique. La panne a été localisée à 25 km des côtes mauritaniennes. Les opérateurs dépendent essentiellement de ce réseau pour l'accès à internet. Les activités économiques sont paralysées dans le pays. Le consortium associant 22 membres, Etats, opérateurs nationaux et internationaux, a mobilisé un bateau qui a quitté les eaux britanniques le 3 mars afin de se rendre en Mauritanie. Les autorités envisagent le rétablissement des services Internet dans le milieu du mois de mars.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : La commission d'enquête parlementaire interroge sept anciens ministres sur le dossier « Arise »**

Les députés mauritaniens ont mis en place le 31 janvier 2020 une commission d'enquête pour « faire la lumière » sur les 11 années au pouvoir de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz. Dans ce cadre, la commission a décidé d'auditionner 7 ministres de l'ancien président sur l'octroi du marché PPP pour la modernisation et l'exploitation du port de Nouakchott par la société Arise. L'accord conclu avec Arise en 2018 comprend la création d'un quai et d'un terminal à conteneur et hydrocarbures pour un investissement global de 390 M USD. Le directeur de la société Arise a également été entendu par la commission d'enquête qui devrait rendre ses conclusions au plus tard en juillet 2020.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : La Cour constitutionnelle confirme la réélection du Président Faure Gnassingbé**

Le président en exercice Faure Gnassingbé a obtenu 70,78% des suffrages exprimés, contre 19,46% pour l'opposant et ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo, selon les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 février proclamés par la Cour constitutionnelle. En conséquence, la Cour a déclaré Faure Gnassingbé élu président de la République du Togo.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Restitution de la mission FMI**

A l'occasion de la conclusion de la mission du FMI au Kenya au titre de la consultation Article IV, le Fonds a indiqué une légère accélération de la croissance du PIB en 2020, alentours de 6,0 % contre 5,7 % en 2019, du fait notamment d'une meilleure performance du secteur agricole induit par des conditions climatiques plus favorables. Le FMI prévient cependant qu'une révision des projections est en cours à l'échelle mondiale pour évaluer l'impact du COVID-19. Pour le Kenya, l'impact de cette pandémie serait ambigu : d'un côté, les arrivées touristiques baisseraient d'environ 10 % (effet relatif à ce stade, la haute-saison se situant entre juin et août), de l'autre, l'impact à la baisse sur le cours du pétrole devrait réduire la valeur des importations d'hydrocarbures, réduisant le déficit courant, avec une baisse des prix à la pompe se répercutant sur les transports et l'alimentation. Pour l'année fiscale en cours (2019/20), le déficit devrait être contenu à 6,3 % du PIB, après 7,7 % l'année précédente, grâce notamment au rapatriement de fonds depuis les entreprises publiques (*one-off* d'environ 0,8 pt de PIB). A moyen terme, les autorités visent une baisse progressive du déficit d'un point de PIB par an. Dans ce cadre, le FMI recommande une approche équilibrée, mêlant hausse de la mobilisation des ressources domestiques et réduction des dépenses courantes, couplée à un relâchement de la politique monétaire.

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Anticipation d'une accélération de la croissance par le FMI

A l'occasion de la conclusion de la mission du FMI en Tanzanie au titre de la consultation Article IV, le FMI considère que l'économie de la Tanzanie se porte mieux et prévoit une croissance de 6 % pour l'année 2020 contre 5,2 % en 2019. Cette amélioration confirme l'amélioration figurant dans le WEO d'octobre 2019, par rapport à la prévision initiale du Fonds de 4 %. Néanmoins, cette prévision reste inférieure aux 7 % que citent les rapports gouvernementaux. La mission a noté des progrès dans l'environnement des affaires et les investissements privés ce qui a eu un impact positif sur la création d'emploi. Cependant, le besoin de mettre en œuvre des réformes économiques ciblées se fait ressentir compte tenu de la vulnérabilité et des risques liés au secteur financier. La mission a notamment insisté sur l'urgence pour l'administration fiscale, de mettre en place des mesures prélèvement et de contrôle basées sur un audit des risques, et sur l'importance de solder les arriérés auprès du secteur privé afin d'apurer les trésoreries des entreprises et de faciliter les remboursements des crédits.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Une vague de nouveaux millionnaires selon le rapport de Knight Franck de 2020

En 2019, quelque 435 Tanzaniens sont devenus millionnaires en US dollars avec un patrimoine net compris entre 1 MUSD et 29 MUSD. Le président John Magufuli a déclaré à ce sujet qu'il souhaiterait voir 100 autres nouveaux millionnaires durant son mandat. Selon le rapport sur la richesse de *Knight Franck* de 2020, 5 553 Tanzaniens ont été classés parmi les individus les plus fortunés du monde (+ 1 MUSD de patrimoine), soit 8 % de plus qu'en 2018. A titre indicatif, ils étaient seulement 3 000 en 2014. Au niveau national, la Tanzanie serait le 10^{ème} pays le plus riche d'Afrique, avec un PIB de 67,2 Mds USD.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Des créanciers acceptent une décote sur la dette extérieure congolaise

Les patrons des institutions financières panafricaines Afreximbank, UBA et BGFI-Bank, associés au trader congolais Orion-Oil, se sont dit prêts à aider le pays à atteindre les objectifs de son programme de réformes économiques et financières conclus avec le FMI. Le 8 mars, ils ont pris l'engagement devant le président de la République, de racheter une partie des créances qu'ils détiennent sur l'Etat congolais. Cet aménagement de la dette devrait faciliter, selon eux, le redressement économique du pays mais aussi leur permettre de financer des infrastructures, comme l'a laissé entendre le président du conseil d'administration d'UBA, Tony Elumelu, via sa fondation éponyme.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : mission de suivi du FMI dans le cadre du Programme de référence

Une équipe des services du FMI, dirigée par Mauricio Villafuerte, s'est rendue à Kinshasa du 19 au 25 février afin d'évaluer l'application du programme de référence approuvé en décembre 2019 par les autorités congolaises. Au terme de son séjour, cette mission porte une appréciation mitigée, puisque même si les indicateurs macro-économiques semblent respectés, les avances de la BCC au Gouvernement ont repris, les réserves de change, qui avaient justifié une FRC de 380 M\$ en décembre, sont à nouveau à la baisse. En cause, le rythme d'exécution du budget jusqu'à la mi-février comme la faiblesse des recettes, prévisibles compte tenu des cours actuels des matières premières et des avances déjà consenties par les miniers.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : Contrôle des prix des denrées alimentaires

A l'issue du Conseil des ministres du 13 février, le Premier Ministre a décidé la mise en place d'une commission nationale afin de contrôler les prix et lutter contre la spéculation observée sur certaines denrées alimentaires de base.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : publication d'un plan de trésorerie par le Ministère des finances

Le ministère des Finances a publié un « Plan de Trésorerie » pour la mise en œuvre du Budget 2020, dans le cadre de ses engagements résultant du Programme de référence avec le FMI. Pour mémoire, le Budget 2020, voté en équilibre par le parlement à hauteur de 11 Mds\$, avait été considéré comme peu réaliste par le FMI. Ce plan de trésorerie, retient des recettes et des dépenses totales de montants respectifs de 5,5 Mds\$ et de 5,7 Mds\$. Le déficit prévisionnel de 208 M\$, devrait être couvert par l'émission de bons de Trésor à souscrire par les banques commerciales. Ce Plan de Trésorerie qui pourra être adapté selon l'évolution de la situation économique, exclut tout financement monétaire de la part de la BCC

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Éthiopie : Report de l'ouverture à la concurrence du secteur des télécommunications

Alors que le lancement de l'appel d'offres pour l'attribution de deux nouvelles licences d'opérateurs de télécommunications était initialement prévu pour fin 2019, le ministre éthiopien des Finances a annoncé que ce processus est à nouveau reporté. Le calendrier devrait être annoncé d'ici mi-mars. Ce report pourrait remettre en cause le séquençage de l'ouverture du secteur des télécommunications (qui comprend également l'ouverture du capital d'*Ethio Telecom* à 49 %). Orange, *MTN* (Afrique du Sud), *Safaricom / Vodacom* (filiales du britannique Vodafone), *Saudi Telecom Company* et *Etisalat* (Émirats arabes unis) ont notamment exprimé leur intérêt pour acquérir l'une des licences.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie : Entrée en vigueur de la directive sur l'ouverture du secteur financier à la diaspora

La nouvelle directive sur l'ouverture du secteur financier aux citoyens étrangers d'origine éthiopienne qui vient d'entrer en vigueur va permettre à la diaspora éthiopienne – estimée entre 3 et 5 M de personnes – de détenir des parts de capital des banques locales privées et de créer des entreprises de crédit. Cette directive pourrait constituer une première étape pour la libéralisation du secteur, actuellement fermé aux étrangers. Pour rappel, en 2017, la confiance de la diaspora avait été ébranlée lorsque la Banque centrale avait demandé aux banques commerciales de racheter les parts de la diaspora à leur valeur nominale pour les revendre au prix du marché (la différence étant versée à la Banque centrale).

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ SAO TOME & PRINCIPE : report de la mise en place de la TVA

L'introduction de la TVA (taux unique de 15%) qui devait intervenir le 1er mars dernier suivant les recommandations du FMI, est reportée sine die, les conditions de son application n'étant pas réunies selon le gouvernement.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : mission d'entreprises japonaises

Une mission de 29 entreprises japonaises (dont Toshiba Africa ; Mitsubishi ; Mitsui ; Deloitte Tohmatsu Consulting LLC et MUFG Bank), coordonnée par la Chambre de commerce et d'industrie Japon-Afrique du Sud et par le bureau régional de JETRO à Johannesburg s'est rendue à Kinshasa depuis l'Afrique du Sud.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Création d'un haut mécanisme de gestion de la crise en contradiction la grande conférence sur la politique économique**

Cette conférence, très attendue notamment par la communauté internationale, se tiendra du 29 au 31 mars prochain à Khartoum. Elle devait permettre de créer un consensus au sein des différents partenaires sur les réformes à adopter afin d'uniformiser les taux de change et de remettre à plat progressivement les subventions sur les hydrocarbures et le pain. Cependant, les autorités soudanaises ont préféré ne pas limiter les discussions à ces deux thèmes sensibles et ont souhaité élargir le débat à une dizaine d'autres thématiques. Sans attendre les conclusions de cette conférence et afin de faire face à la détérioration rapide de la situation économique, les autorités ont annoncé la création d'un Haut Mécanisme de la gestion de la crise économique présidé par le Vice-Président du Conseil de Souveraineté, le général Hemedti. La composition de ce mécanisme n'a pas été annoncée en détail, mais d'après la presse, celui-ci regroupe aussi Mariam Alsadig Al Mahdi, Vice-Présidente du parti Umma, comme rapporteur, et comme membres, le porte-parole du conseil de souveraineté, les ministres des finances, de l'industrie, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources animales, de la santé en plus de six membres des Forces pour la Liberté et le Changement. Dans le même temps, des représentants du Congrès américain annonçaient le dépôt d'un projet de loi liant la position américaine sur l'allègement de la dette du Soudan à la transparence budgétaire de l'armée et des services de sécurité.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : 1^{er} pays à conclure une Convention-cadre avec Bpifrance Financement, le pays signe un contrat de 20,6 M EUR pour l'éclairage public

Le Bénin a signé, le 24 février 2020, une Convention-cadre avec Bpifrance Financement, qui vise à faciliter la mise en place de financements bilatéraux avec BpiFrance en définissant le cadre juridique dans lequel s'inséreront les futurs contrats de crédit. Il s'agit du 1^{er} accord de ce type signé par la banque publique d'investissement français. Sa conclusion a donné lieu à la signature d'un contrat de crédit d'un montant de 20,6 M EUR, dédié au financement d'équipements d'éclairage publics fournis par l'entreprise française Fonroche Lighting. 15 000 lampadaires photovoltaïques seront installés pour l'éclairage public dans 9 agglomérations.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO octroie 21 M USD pour l'électrification d'infrastructures communautaires

Le gouvernement du Bénin et la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ont convenu, le 5 mars, d'un accord de prêt de 21 M USD pour le financement de l'électrification de 750 infrastructures communautaires. Ce vaste projet sera implémenté dans 11 départements (sur les 12 que compte le Bénin). Au total, 336 centres de santé, 184 centres et postes de sécurité, 230 collèges d'enseignement général seront reliés à des ouvrages à énergie solaire. Pour rappel, la CEDEAO a pour ambition d'atteindre un taux d'électrification moyen de 92% dans l'espace communautaire d'ici 2035.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Lancement d'un projet d'accès à l'électricité financé par la BAfD

Le Ministère des Finances et des Affaires économiques, en collaboration avec la Compagnie nationale des eaux et de l'électricité, a lancé un projet d'accès à l'électricité d'un montant de 17 M USD, financé par la BAfD. Les premiers bénéficiaires du projet seront les ménages, les PME, les écoles, les centres de santé et les institutions publiques. Environ 16 000 personnes sont concernées. L'objectif est de favoriser un accès à l'électricité fiable et abordable. Le projet, d'une durée de 4 ans, prévoit la construction de lignes à basse et moyenne tensions, l'installation de transformateurs et le raccordement des ménages dans les régions de Lower River, North Bank, Central River et West Coast.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : 41,8 M EUR de la BID pour la route Boké-Quebo reliant la Guinée à la Guinée-Bissau**

La Guinée a obtenu un financement de 41,8 M EUR de la BID pour la construction de la route Boké-Québo, faisant partie du corridor routier Dakar-Lagos – identifié comme un axe important pour le développement et l'intégration économique de la sous-région dans le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union africaine (UA) et le Programme régional de facilitation des transports de la CEDEAO. Il permettra de relier la Guinée à la Guinée-Bissau. A ce titre, le Ministère des Travaux Publics de Guinée a publié un avis général de passation de marchés détaillant les différentes composantes du projet.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Don de matériels de sécurité à destination de l'aviation civile par le Japon d'une valeur de 1,7 M EUR**

La Mauritanie a reçu du Japon du matériel de sécurité destiné à l'aviation civile d'une valeur de 200 M Yen (1,7 M EUR). Ce don est constitué de 2 véhicules pick-up 4x4, un bus, une vingtaine de miroirs d'inspection télescopiques, 4 scanners rayons X pour les cabines/soutes et diverses pièces de rechange. L'objectif est de renforcer le niveau de sécurité dans les aéroports mauritaniens, notamment à Nouakchott, Nouadhibou et Atar. Le matériel a été remis par l'ambassadeur du Japon, Ehara Norio, au secrétaire général du ministère mauritanien de l'Équipement et des Transports, Sadvi Ould Sidi Mohamed Samba.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Stratégie quinquennale de coopération entre les Etats-Unis et le Sénégal**

La cérémonie d'ouverture des Consultations USAID-Gouvernement du Sénégal pour l'élaboration de la nouvelle stratégie de coopération 2020-2025 entre le Sénégal et les Etats-Unis s'est déroulée le 25 février 2020 sous la présidence du Directeur-Pays de l'USAID et le Ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Ces consultations avaient pour objectif d'aboutir à des recommandations afin de mieux aligner la nouvelle stratégie-pays de l'USAID sur le Plan Sénégal Émergent pour la période 2020-2025. Selon le directeur de l'USAID au Sénégal, les financements de l'agence auraient atteints 123 M USD en 2019, concentrés notamment sur l'éducation, la santé et la réduction de la pauvreté.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : 13,5 Mds FCFA pour l'implantation d'une usine de transformation de gingembre et de poivre d'ici 2022**

Le Directeur Général du groupe Boss Approche Agricole a posé, le 20 février, la première pierre de la future usine de transformation de gingembre et de poivre. Le projet, porté par la société togolaise et ses associés allemands et canadiens, devrait mobiliser 13,5 Mds FCFA (20,6 M EUR). A l'issue de sa construction en 2022, cette unité devrait avoir une capacité annuelle de transformation de 200 000 T de gingembre brut. Son exploitation pourrait générer 1 000 emplois ouvriers pour la collecte, le stockage, le traitement, la transformation et la commercialisation du produit.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Financement par le Trésor français d'un portail citoyen et d'un réseau de capteurs de pollution atmosphérique pour améliorer la résilience de Kigali**

Le ministère rwandais de l'Innovation et des TIC, la ville de Kigali, le cabinet de conseil français TACTIS et leurs partenaires travaillent au renforcement de la résilience de la ville de Kigali par, entre autres, la mise en place d'un projet numérique de plateforme citoyenne innovante, doublée d'un réseau de capteurs pour contrôler la qualité de l'air. Ce projet sera réalisé grâce à un financement de la Direction Générale du Trésor français. Le projet, intitulé Kigali Ville Durable compte parmi les premiers projets de plateforme citoyenne visant à améliorer la durabilité et la qualité de vie des habitants d'une zone urbanisée sur le continent Africain.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Nigéria : la SFI alloue une facilité de 40 MUSD à la Coronation Merchant Bank pour encourager les financements au secteur privé local**

Dans le cadre du Global Trade Finance Program, la Société Financière Internationale (SFI), membre du groupe Banque mondiale, a annoncé la mise en place d'une facilité de crédit de 40 MUSD pour la banque d'affaire Coronation Merchant Bank. En offrant des garanties aux banques internationales partenaires de la Coronation Merchant Bank, ce programme vise à améliorer l'accès aux financements au Nigéria. Par ailleurs, dans le cadre du Small Loan Guarantee Program, la SFI, a également mis en place une facilité équivalente à 25 MUSD, en nairas pour permettre à Union Bank de prêter davantage aux PME.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'Etat débloque 80 M USD pour deux chantiers de routes vers le Niger**

Le Federal Executive Council (FEC) a approuvé mercredi les projets de deux routes reliant les Etats de Sokoto et de Jigawa au Niger voisin. Le premier projet routier dont le coût est évalué à 26,2 MUSD, est long de 46 km, le second prévoit 50 km de route pour un coût de 54,4 M USD. Ces projets s'inscrivent dans la logique de l'accord de Zone de libre-échange continentale africaine signé par le Nigéria le 7 juillet 2019 pour faciliter le commerce au sein du continent africain. Le rapport du plan national pour les infrastructures publié en 2015 indiquait que plus de 90% des flux de personnes et de biens se faisaient par les routes, dont seulement 27% des axes principaux étaient considérés en bon état.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'UE accorde un don de 4,1 MEUR au Ghana pour la mise en place de l'APE intermédiaire**

L'Union Européenne a accordé 4 dons pour un montant total de 4,1 MEUR afin de soutenir le Ghana dans la mise en place de l'Accord de Partenariat Economique (APE) intermédiaire qui le lie à l'UE. Ces dons consistent en une assistance technique du ministère du Commerce pour un montant de 2,9 MEUR associé à une subvention de 800 000 EUR. Le Ghana Investment Promotion Center (GIPC), qui encadre les investissements étrangers, bénéficiera d'un don de 147 000 EUR et la Ghana Export Promotion Authority (GEPA), dont le mandat est de soutenir les exportations de produits transformés, d'un don de 221 000 EUR, pour développer en particulier les filières du fruit, du manioc et des cosmétiques.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Vers la réhabilitation de la Société congolaise de transport fluvial (SOCORAF)**

Un protocole d'accord a été paraphé en ce sens le 6 mars entre la société danoise JGH Marine et le ministre des Transports congolais. Ce document fait suite au MOU signé le 28 mai 2019 à Brazzaville lors de la venue d'une délégation d'investisseurs du Danemark. L'objectif est de réhabiliter la flotte de l'armateur public et, à plus long terme, de construire un chantier naval afin de faire revivre le transport fluvial, secteur sinistré depuis 2000 et la dissolution de l'Agence transcongolaise des communications.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Recensement général de la population (RGPH-5)

Le lancement le 4 mars à Brazzaville de la cartographie censitaire marque une nouvelle étape du processus après la phase de formation des agents recenseurs. Appuyée par la BM, elle devrait durer deux mois avant le dénombrement général de la population prévu en août. Ce cinquième recensement, programmé pour décembre 2020, disposera d'une cartographie géo-référencée des localités et des infrastructures de base, grâce à l'utilisation de tablettes tactiles équipées de GPS. Au-delà d'une base de sondage exhaustive, le gouvernement attend de cet outil le portrait numérique du pays, lui permettant d'être en capacité d'assurer une bonne « planification de son développement ». Les données de base disponibles (3 697 490 habitants) remontent à 2007.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : La construction d'un data center confiée à une société indienne

Le ministre congolais en charge des télécommunications et la société indienne Sterling and Wilson Private Limited ont signé, le 4 mars à Brazzaville, un protocole d'accord pour la construction d'un *data center* à Pointe-Noire. Le gouvernement congolais espère obtenir un prêt d'EximBank of India pour réaliser ces travaux dont le coût s'élève à 30 M USD. L'infrastructure permettra au gouvernement d'assurer la gestion et le stockage des données numériques de l'ensemble du pays. Outre le *data center*, la société indienne pourrait réaliser un projet d'identification unique de la population via le processus KYC (Know Your Customer), projet estimé à 152 M USD.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Cameroun : Mise en service de la route Sembé-Souanké-Ntam

Le Président de la république a inauguré le 6 mars, la route Sembé-Souanké-Ntam (143km), deuxième tronçon du projet de route Ketta-Djoum, reliant la République du Congo au Cameroun. Les travaux ont été réalisés par la société chinoise Sinohydro pour un coût de 103 Mds FCFA, cofinancé par la BAD - à hauteur de 80 Mds FCFA - et l'État congolais. Les deux tronçons Ketta-Sembé et Sembé-Souanké-Ntam forment une route de près de 330 km au total. La route Ketta-Djoum, longue de 505 km, s'inscrit dans le cadre du plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale qui vise à favoriser l'intégration régionale. L'objectif *in fine* est de la raccorder à la Centrafrique, au Gabon et à la route Pointe-Noire/Brazzaville.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Mall & Market va construire un centre commercial à Pointe-Noire**

Avec l'accord du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, la société française Mall & Market, spécialisée dans le conseil en urbanisme commercial, va construire un centre commercial dans la capitale économique du Congo-Brazzaville, sur le site qui abrite actuellement le stade franco Anselmi. Les autorités municipales voient en ce projet une opportunité de booster l'assiette fiscale municipale. Ce projet devrait générer la création de près de cinq cents emplois directs.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **GABON : investissements prévus du nigérian Dangote dans une cimenterie**

Le nigérian Dangote Cement annonce la construction d'une cimenterie à côté du Port d'Owendo, suivant un accord avec l'Etat gabonais pour un montant de 44,5 Mds FCFA. L'unité de broyage de clinker prévue aura une capacité de production d'un million de tonnes de ciment par an. Prévue pour être achevée au premier trimestre 2021, l'usine pourrait permettre de combler le gap de production des deux acteurs actuels (le marocain Cimaf et Cimgabon), 487 010 tonnes de ciment y ont été produits en 2018.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : un projet de concession routière à péage avec la Zambie**

Un projet de route à péage avec la Zambie, sous forme de PPP, est à l'étude depuis 2015. Il prévoit la construction de 182 km de route entre Kasomeno-Kasenga-Chalwe-Mwenda jusqu'au port de Dar es Salam. Ce projet de route à péage, évalué à 475 M\$, favorisera le désenclavement de la province du haut-Katanga en facilitant l'évacuation du minerai du Katanga le long du corridor en direction du port de Dar Es Salam. Il devrait comprendre deux postes frontaliers à guichet unique. Un concessionnaire a été choisi (GED-Afrique) et certaines études préalables ont déjà été menées sur le terrain. Fin 2019, un accord bilatéral entre la RDC et la Zambie a pu être finalisé, ce qui devrait permettre le début effectif des travaux. Il s'agira du premier projet d'infrastructures transfrontalières en PPP entre deux pays de la SADC.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Bénin : Journée de mobilisation de financement pour la filière riz

Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) a organisé, le 3 mars 2020 à Cotonou, une journée de mobilisation du financement pour la filière riz au Bénin. Ciblée par le gouvernement comme étant l'une des filières à forte valeur ajoutée (après le coton, l'anacarde, l'ananas, le manioc et le maïs), la filière riz est dotée d'un programme national de développement sur la période 2018-2021. Selon le Directeur Général du FNDA, l'objectif est d'atteindre une production de 1 M tonnes de riz d'ici 2022, contre environ 300 000 tonnes aujourd'hui.

▼ Burkina Faso : Prélèvements à l'exportation, mécontentement des interprofessions sésame-karité-mangue-anacarde

Les interprofessions des filières sésame, karité, anacarde et mangue ont animé une conférence de presse le 25 février 2020 pour affirmer leur mécontentement au sujet du non-reversement des prélèvements sur les exportations opérés par le ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat depuis 2017. Elles réclament la rétrocession effective d'une partie de ces prélèvements, notamment de la Contribution forfaitaire obligatoire, qui est perçue à leur profit pour la réalisation des activités de promotion et de développement de leurs filières (loi adoptée en octobre 2012).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : 400 nouvelles licences accordées aux pêcheurs sénégalais

La Mauritanie a accordé aux pêcheurs sénégalais 400 nouvelles licences de pêche, portant leur capacité totale de captures à 50 000 tonnes. Les autorités précisent que la redevance est fixée à 16 USD la tonne, soit un revenu potentiel de 800 000 USD pour l'Etat. Cette annonce intervient suite à la visite officielle de Macky Sall en Mauritanie et dans un contexte social difficile à la frontière, où les pêcheurs sénégalais avaient organisé des manifestations et des émeutes afin de réclamer le renouvellement des licences de pêche en Mauritanie.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Financement du développement agricole du Sud par l'UE (10,8 MEUR)**

Le 5 mars, l'Union Européenne et le Ministère de l'économie et des finances (MEF) ont signé cinq contrats de subvention en complément du programme d'Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives dans trois régions du Sud de Madagascar (AFAFI-Sud) : Androy, Anosy et Atsimo Andrefana. A travers un don de 10,8 MEUR, l'UE soutient cinq projets visant le développement agricole, inclusif et durable de 34 communes rurales, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la résilience aux aléas climatiques des ménages ruraux. Leur mise en œuvre sera notamment effectuée avec le concours du Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD).

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Sénégal : Lancement d'un nouveau cycle d'attribution de licences de pétrole et de gaz à l'occasion du « Senegal Oil & Power »

Le gouvernement sénégalais et Africa Oil & Power vont tenir les 27 et 28 mai 2020, une conférence annuelle dénommée « Senegal Oil & Power » qui rassemblera tous les acteurs de la filière énergétique. Cette conférence aura pour thème « A New Wave of Investment » et verra le lancement de la seconde édition du guide d'investissement intitulé « Africa Energy Series : Senegal 2020 », publié avant la fin de l'année. La conférence constituera une plateforme pour le lancement d'un nouveau cycle d'attribution de licences de pétrole et de gaz en eau profonde, comme annoncé l'an dernier lors de la conférence Africa Oil & Power au Cap.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le pays classé le plus attractif d'Afrique pour les investissements miniers par l'Institut Fraser

Selon le Fraser Institute, la Guinée occupe la 1^{ère} place en Afrique (sur 10 Etats) et la 20^{ème} place au niveau mondial (sur 73) dans le classement des Etats suivant l'Indice d'attractivité des investissements miniers. Le pays se démarque surtout par son potentiel minier qui est jugé comme étant le plus attractif parmi l'ensemble des pays ou Etats évalués. Cependant, la Guinée est souffre d'un environnement des affaires jugé peu attractif : elle fait partie des 10 pays où les politiques minières ainsi que le cadre des affaires sont perçus comme les moins favorables.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Lancement de nouvelles études sur le site géothermique d'Akiira

La *Kenya Electricity Generating Company* (KenGen) a été choisi pour effectuer de nouvelles études dans le cadre du projet géothermique d'Akiira dans la vallée du Rift, à l'ouest du Kenya, près du site géothermique d'Olkaria. Le but de ce projet, développé par le consortium composé de *Centum Investments Company*, *Marine Power Generation*, *DI Frontier Energy Carbon Fund* (un fonds danois dédié à l'énergie) et *Ram Energy*, est d'atteindre à terme une capacité de 140 MW. Suite à des explorations préliminaires décevantes, la Banque Européenne d'Investissement a décidé d'annuler son prêt de 190 MUSD. De plus, les populations locales contestent le projet et réclament le paiement de leurs indemnités de déplacement. Malgré ces difficultés, les forages devraient reprendre au premier semestre 2020. Ce projet nécessitera un investissement de plus de 356 MUSD.

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Réserves du Soudan à propos d'une déclaration de la ligue arabe sur le Grand Barrage de la Renaissance**

Lors de la réunion préparatoire de la 153^{ème} session de la Ligue arabe, qui a regroupé, le 4 mars au Caire, les ministres des affaires étrangères arabes, le Soudan a été le seul pays à ne pas signer la déclaration transmise par la ligue arabe aux autorités éthiopiennes. En effet, les modifications proposées par la partie soudanaise ont été refusées par l'Egypte. Cette déclaration réaffirme les droits historiques de l'Egypte à l'eau du Nil et refuse toute mesure unilatérale de l'Ethiopie. La déclaration appelle l'Ethiopie à signer l'accord sur le remplissage du barrage dont le projet a été préparé sous le patronage de l'administration américaine et de la Banque Mondiale.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Services

Cap-Vert : Nouveau record de touristes en 2019 avec près de 820 000 clients enregistrés dans l'hôtellerie

Selon l'Institut national de la statistique (INE), le nombre de touristes au Cap-Vert a augmenté de 7% en 2019 par rapport à 2018, atteignant un nouveau record historique de 819 318 clients dans les hôtels capverdiens. Sur la même période, les nuitées ont augmenté de 3,7% pour s'établir à plus de 5,1 millions. Le Royaume-Uni reste le premier pays de provenance des touristes, avec 24% du nombre total d'entrées, suivi de l'Allemagne (11,3%) et de la France (10,4%). L'île de Sal a accueilli 45,5% du total des inscriptions, suivie de l'île de Boa Vista (29,4%) et de Santiago (11,7%).

 lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : L'interopérabilité des services financiers numériques prévue en 2020

Dans le cadre de sa Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), le gouvernement a annoncé, à l'issue du Conseil des ministres le 4 mars, que l'interopérabilité des services financiers numériques devrait être mise en place en 2020 – conformément à la stratégie régionale d'inclusion financière pilotée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui prévoit la création d'une plateforme régionale d'échanges entre tous les types de comptes. L'interopérabilité des services financiers numériques, notamment le mobile money et le mobile banking, permettra à tout client d'envoyer de l'argent à des destinataires affiliés à un autre fournisseur de service.

 lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : Signature d'un accord pour la mise en œuvre du projet Abidjan transport

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et la directrice générale du Millennium challenge corporation Côte d'Ivoire (MCA-CI) ont signé un accord dans le cadre de la mise en œuvre du projet Abidjan transport (ATP). Le projet ATP, d'un budget total d'environ 1,8 Mds FCFA (2,8 M EUR), vise à réduire les coûts d'exploitation des véhicules et les temps de déplacements le long des segments de routes ciblées (les boulevards de Vridi, du port, de la paix et VGE) tout en améliorant la mobilité et la sécurité des piétons et des véhicules.

 Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Le pays signe un accord de transbordement de minerai de fer avec une société singapourienne

Le Liberia a signé, le 3 mars 2020, un protocole d'accord avec la société singapourienne Al Khaldiya Mining Private Ltd pour le transbordement de minerai de fer en provenance de la Guinée voisine. La société pourra ainsi transborder 789 M tonnes de minerai de fer provenant de son projet Diecké en Guinée, à seulement 2 kilomètres au nord de Ganta, dans le comté libérien de Nimba. Selon le gouvernement, le transbordement générera des revenus bien nécessaires et stimulera la croissance du secteur minier qui, selon les estimations de la Banque mondiale, augmentera de 7,8 % cette année en raison de l'augmentation de la production d'or et de minerai de fer.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : L'inclusion des jeunes au marché du travail, une priorité pour la Banque Mondiale

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale « *Uganda : jobs strategy for inclusive growth* » publié en février, l'Ouganda a enregistré, en moyenne, entre 1992 et 2014, plus de 300 000 nouveaux entrants par an sur le marché du travail. De l'ordre de 700 000 aujourd'hui, ce nombre devrait atteindre 1 million par an entre 2030 et 2041. En effet, la jeunesse de la population (l'âge médian s'élève à 15,9 ans) conjuguée à la forte croissance démographique (5,9 enfants en moyenne par femme) s'est traduit par une hausse de la population en âge de travailler de 3,9 % entre 2011 et 2017 contre une croissance de 3,0 % pour le PIB de 2012 à 2017. Si le taux de chômage reste faible (3,2 % pour la population active et 5,3 % pour les jeunes entre 15 et 24 ans), la Banque insiste sur la faible qualité des emplois créés : seulement un travailleur sur cinq est rémunéré, bien que cette part atteignent un sur deux hors du secteur agricole. Cette proportion est de trois sur cinq parmi les jeunes. Le rapport émet plusieurs recommandations, et notamment une politique économique axée sur la création d'emplois et la transformation économique en faveur des jeunes actifs ainsi qu'une adaptation des programmes de formation permettant de répondre aux besoins d'emplois semi-qualifiés et à l'entrepreneuriat (4% des jeunes seraient employeurs).

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Implantation de l'unique centre de méga-données d'Afrique

Le Rwanda a signé, durant la semaine du 2 mars, un protocole d'accord avec les Nations Unies pour héberger le seul *hub* régional de *Big Data* pour l'Afrique, visant à développer les capacités du continent dans le domaine des méga-données pour les statistiques officielles. Trois autres *hubs* seront créés en Chine, au Brésil et aux Emirats Arabes Unis. Le centre devrait commencer ses opérations d'ici la fin de l'année 2020.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Nigéria : MTN va étendre son réseau 4G au Nigeria grâce à un investissement de 1,6 Md USD**

L'opérateur sud-africain MTN investira 600 Mds NGN (1,6 Md USD) pour l'expansion de son réseau 4G. Cette information fait suite à l'annonce la semaine dernière de l'investissement de 9mobile, 4ème opérateur du pays, de consacrer 220 M USD à l'expansion de son réseau 4G. L'investissement de MTN s'étalera sur les 3 prochaines années en vue d'améliorer notamment ses infrastructures de fibre optique et augmenter ainsi son réseau 4G. En 2019, l'opérateur a couvert 68 villes supplémentaires en technologie 4G, portant à 43,8% son taux de couverture de la population nigériane. Il a pour objectif d'en augmenter la couverture à 60% d'ici fin 2020.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : Lancement du projet pilote de prévisions des précipitations par la Sodexam

La Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (Sodexam) a procédé au lancement du projet VIGICLIMM, visant à déployer à Abidjan une solution de prévision des précipitations. Les entreprises françaises Météo France International et HD Rain mettront en place un système d'accès à la prévision des précipitations via une mesure de l'atténuation du signal TV reçu par des paraboles installées au sol. Le projet est financé par un FASEP de la DG Trésor du ministère de l'Économie et des Finances français, dans le cadre de l'appel à projet lancé pour la préparation du Sommet Afrique-France 2020 sur la ville durable, à hauteur de près de 500 000 EUR.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Hausse de 3 M EUR du capital de la Compagnie nouvelle assurance vie du Niger

Les actionnaires de la Compagnie nouvelle assurance vie du Niger ont décidé d'augmenter le capital social de la structure de 1,5 M EUR à 4,5 M EUR. Cette initiative fait suite à une réforme adoptée en 2016 par la Conférence interafricaine des marchés d'assurances portant sur l'augmentation du capital social minimum des sociétés anonymes d'assurances et des fonds d'établissement des sociétés d'assurances mutuelles. Au Niger, le taux de pénétration du secteur de l'assurance est faible, estimé à environ 0,66%.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sénégal : La SONATEL (Orange) réalise un chiffre d'affaires de 1 086 Mds F CFA en 2019

La Société nationale de télécommunication a réalisé un chiffre d'affaires de 1,6 Md EUR en 2019, en hausse de 6,3% par rapport à 2018. Cette croissance est tirée par tous les pays où le groupe est présent, avec des contributions plus importantes des filiales du Sénégal, de la Guinée et du Mali. Les revenus de l'activité mobile représentent 80,1% du chiffre d'affaires. La data mobile et les services financiers Orange Money ont progressé respectivement de 25% et 33% par rapport à 2018. Le résultat net consolidé du groupe s'élève à 300 M EUR, en repli de 2,7%, du fait principalement de la hausse des charges d'intérêts sur les emprunts et de l'augmentation du niveau des dotations aux amortissements.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : GREL ouvre une seconde usine au Ghana

La Ghana Rubber Estates Limited (GREL) a ouvert une seconde usine de transformation du caoutchouc à Abura, dans l'ouest du pays. Ce projet de 24 MEUR, qui permettra à GREL de doubler progressivement sa production au Ghana, s'inscrit dans le cadre du programme d'industrialisation « one district, one factory » mené par le gouvernement ghanéen. L'Ambassadeur de France, Anne-Sophie Avé et le Ministre adjoint pour l'Industrie et le commerce, Robert Ahomka-Lindsay, étaient présents lors de l'inauguration de l'usine. Les effets du COVID-19 sur l'industrie du pneu en Chine et en Malaisie ont entraîné une baisse de la demande de caoutchouc, qui s'est répercuté sur l'activité de GREL, en baisse significative depuis le début de l'année 2020. En 2018, le Ghana avait exporté 59,7 M USD de caoutchouc.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ CAMEROUN : l'Etat pourrait financer la start-up Kiro'o Games pour la promotion du financement des PME par levée de fonds

Louis Paul MOTAZE, Ministre des finances s'est rendu le 4 mars dernier dans les locaux de la Start up Kiro'o games afin de prendre connaissance du projet Kiro'o Rebuntu, porté par Olivier MADIBA. Kiro'o Rebuntu est un programme d'accompagnement et de coaching des start-ups dans le financement participatif, lancé il y a quelques années par Kiro'o Games. Ce programme se présente comme une solution au problème de financement de la PME et le Ministre des finances s'est dit disposé à accompagner sa mise en œuvre.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : General Electric signe un Protocole d'accord

En marge des entretiens politiques de l'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des grands lacs M. Peter Pham, General Electric représentée par son directeur exécutif pour l'Afrique sub-saharienne a signé un protocole d'accord avec le Ministre des ressources hydrauliques et de l'électricité, qui porterait sur la promesse de construction d'infrastructures électriques d'une capacité de 1000 MW d'ici 3 ans et des interventions pour la réhabilitation des sites d'Inga 1 et 2. Il prévoirait, par ailleurs, la réalisation et la fourniture de matériels pour l'équipement des hôpitaux et centres de santé.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : Glencore fournit du cobalt à Samsung

Dans le cadre d'un partenariat stratégique, Glencore s'est engagé à fournir à Samsung 21.000 tonnes de cobalt extraits de ses mines en RD Congo durant les 5 prochaines années. L'accord vise à sécuriser les approvisionnements à long terme avec des acteurs clé de la chaîne d'approvisionnement des batteries lithium-ion.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : 3ème forum d'affaires Inde – Côte d'Ivoire à Abidjan

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie a présidé le 2 mars 2020 la cérémonie d'ouverture du 3^{ème} Forum d'affaires Inde-Côte d'Ivoire, qui s'est tenu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire au Plateau. Lors de ce forum, 15 entreprises ont annoncé leur souhait de s'installer dans le pays dans divers secteurs (transformation produits agricoles, industrie manufacturière, énergies renouvelables, TIC). Ce forum intervient un mois après l'ouverture de la chambre de commerce ivoirienne à Abidjan. L'Inde était le 8^{ème} client et le 4^{ème} fournisseur de la Côte d'Ivoire en 2018.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Nouakchott accueillera les journées des juristes des banques africaines du 7 au 9 avril prochain

La capitale mauritanienne accueillera ces rencontres du 7 au 9 avril prochain, placées sous le thème de « la réglementation bancaire face au défi du numérique », à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'Association africaine des juristes de banques et établissements financiers. Elles seront organisées avec l'appui du Club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique, de l'Association de la profession bancaire de Mauritanie et de la Banque centrale de la Mauritanie.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Clôture de la 6^{ème} édition du Salon SAHEL-NIGER

La 6^{ème} édition du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage, qui s'est tenu du 28 février au 4 mars 2020, avait pour thème « Modernisation du monde rural par la formation professionnelle et technique des jeunes : Enjeux et défis ». Le Salon a réuni 1 500 exposants répartis sur 420 stands. Une vingtaine de pays ont fait le déplacement dont 9 représentés par d'importantes délégations, telles que la Tunisie et le Maroc. Pour rappel, l'économie nigérienne repose majoritairement sur l'agriculture, qui représente près de 80% de l'emploi de la population active.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Le Congo-Brazzaville et la Côte d’Ivoire organisent un forum économique, culturel et touristique - FECT**

La 1^{ère} édition du Forum économique, culturel et touristique, initié par les deux pays, se tiendra les 18, 19 et 20 mars 2020 à l’hôtel Radisson Blu de Brazzaville. Le thème retenu pour cette édition est « Dynamisation de la coopération économique, culturel et touristique ivoiro-congolaise, enjeux et perspectives ». Les secteurs ciblés sont l’agriculture, le tourisme, l’immobilier, l’énergie, l’hydraulique, l’enseignement, la formation professionnelle, la recherche scientifique et la culture. Ce Forum vise à créer un cadre permettant aux entreprises ivoiriennes et congolaises de présenter leurs produits et services et de renforcer les échanges entre les deux pays.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

